**Il y a quarante ans, Anna Walentynowicz et Lech Wałęsa fondaient Solidarność, amorçant dix années de lutte pour défendre les travailleuses et des travailleurs de Pologne. Ce mouvement fut animé, structuré et porté à bout de bras par des femmes, aujourd'hui oubliées. Par Katarzyna Szkuta.**

***Katarzyna Szkuta, est docteure en sociologie, activiste féministe, membre du CA de l'organisation féministe Elles Sans Frontières. Article traduit du polonais par Thibault Deleixhe.***

Le mouvement de Solidarność est incarné, dans la mémoire collective, par son leader charismatique Lech Wałęsa, des intellectuels de la stature d'Adam Michnik et de Jacek Kuroń ou des dissidents ouvriers tels que Władysław Frasyniuk ou Zbigniew Bujak. La légende populaire tient que la grève du chantier naval Lénine de Gdansk débuta le jour où un jeune ouvrier, Lech Wałęsa, licencié pour son activisme syndicale, enjamba le mur du chantier pour y convaincre ses camarades de débrayer, initiant une vague de contestations qui allait bientôt déferler sur toute la Pologne. Et comment ne pas y croire lorsque, neuf ans plus tard, sur les photos des discussions de la table ronde qui amenèrent les meneurs de Solidarność à négocier âprement avec les caciques du parti les termes d'une transition vers le pluralisme, on peut discerner une marée d'hommes, timidement efflanquée de deux femmes, une pour chaque camp politique.

Mais où étaient les femmes de ce mouvement qui, en 1980 au moment de son pic de popularité, compta jusqu'à 10 millions de membres dont la moitié était des femmes ?

#### Anna, Ewa, Henryka et bien d'autres

Et si cette histoire pouvait être racontée différemment ? Et si l'on rappelait que la grève du chantier naval de Gdansk a, en réalité, commencé le 14 août 1980 afin de dénoncer le licenciement abusif d'une ouvrière syndicaliste, Anna Walentynowicz. Et si on se remémorait que le lendemain, c'est une conductrice de tramway, Henryka Krzywonos, qui fut la première à stopper son tram en pleine voie et que ce fut là le premier geste de solidarité avec les grévistes du chantier naval et le premier acte de l'immobilisation des transports de Gdańsk.

Et si l'on spécifiait que lorsqu'une partie de postulats de grévistes fut rencontrée, le 16 août, et que les hommes commencèrent à se disperser, ce furent quatre femmes, Alina Pieńkowska, Ewa Ossowska, Anna Walentynowicz et Henryka Krzywonos, qui s'employèrent à les retenir. Ou que ce furent Anna Walentynowicz, Ewa Ossowska et Lech Walesa qui grimpèrent sur un chariot pour enjoindre la foule de ne pas franchir les grilles. Ou encore que la nuit qui suivit fut celle où, sur leur impulsion, se forma le comité de grève inter-entreprises qui allait conduire les pourparlers jusqu'à la signature de l'accord de Gdansk et la ratification des 21 postulats de Solidarność dont celui de reconnaissance de la légalité des syndicats libres et indépendants.

## C'est une conductrice de tramway, Henryka

> Krzywonos, qui fut la première à stopper son tram en pleine voie et que ce fut là le premier geste de solidarité avec les grévistes du chantier naval et le premier acte de l'immobilisation des transports de Gdańsk.

Et si l'on redisait que cet accord du 31 août 1980 (dont nous célébrons le 40ème anniversaires cette année) allait permettre à Solidarność de poursuivre son activité pendant un an, avant que le pouvoir ne s'effraie de son influence et ne le délégalise brusquement. Que l'imposition de la loi martiale qui devait prévenir toute répétition des grèves de 1980 vit 9.000 hommes, mais aussi 1.000 femmes, être incarcérés. Et si l'on énumérait que la direction du mouvement fut alors assurée par des femmes, que se forma à Varsovie un « Groupe Opérationnel Féminin » [Damska Grupa Operacyjna] qui se donna pour mission de centraliser toutes les infos sur le sort des détenu.e.s politiques et de publier un périodique qui serait la voix de ces absents, qu'en Basse Silésie, ce fut une femme, Barbara Labuda, qui fut à la tête de la résistance ou encore que dans la région de Lubuskie ce fut Danuta Winiarska qui coordonna toutes les activités de la dissidence en prétendant recevoir ses instructions d'un personnage masculin tout à fait fictif. Or, aucun de ces faits n'appartient aujourd'hui à la mémoire populaire entourant l'événement bien qu'ils en aient été déterminants.

On rappellera encore qu'en 1981, avant l'imposition de la loi martiale, la Pologne fit face à une vague des grèves et de marches de la faim organisées par des femmes. À Łódź, la manifestation coordonnée par Janina Kończak attira plus de 50 000 personnes, faisant d'elle la plus grande manifestation de l'histoire de la Pologne communiste. À Żyrardów, ville ouvrière, les femmes des entreprises textiles de lin n'hésitèrent pas à entamer une grève malgré l'avis négatif de la direction du syndicat.

On notera enfin, à la suite de Marta Dzido, que ce fut Bogusława Blajfer qui mit au point le premier polygraphe de la clandestinité, sorte de photocopieuse manuelle née du bricolage d'une machine à laver. C'est aussi une femme, Ewa Kubasiewicz, qui écopa de la peine de prison la plus longue – 10 ans – pour le simple motif d'avoir rédigé et distribué un tract. La personne dont la cavale fut la plus longue malgré l'avis de recherche lancé à son encontre fut une femme, Jadwiga Chmielowska, qui demeura dans la clandestinité jusqu'en 1990. Enfin, ce que ne montrent pas les photos des négociations de la table ronde de 1989, c'est le travail invisible de ces femmes qui produisaient des rapports, préparaient les briefings, dactylographiaient les notes ou géraient les rendez-vous.

Selon Agnieszka Grzybek et Anna Czerwińska, les curatrices d'une exposition consacrée aux femmes de l'opposition démocratique et visait à commémorer les premières élections libres du 4 juin 1989 : « *sans les femmes, il n'y aurait pas eu de résistance. Elles étaient organisatrices, éditrices,*

*colporteuses, agentes de liaison. C'était elles qui se chargeaient de la sécurité des personnes se cachant dans la clandestinité ; c'était elles qui travaillaient dans les imprimeries souterraines et encore elles qui menaient les grèves. Sans leur engagement, le système n'aurait jamais cessé d'exister*[1] ».

Mais si c'est là la vérité, pourquoi est-elle si peu connue? Pourquoi doit-on l'exhumer ? Imaginerait-on de consacrer une exposition aux hommes de Solidarność ? Cela paraîtrait à peu près aussi absurde qu'une exposition sur la contribution des hommes à la science ou à l'essor de la Silicon Valley. L'effacement des femmes dans le récit historique n'est en fait une chose ni rare, ni nouvelle. Des recherches ont été menées par des historien.ne.s et des activistes au cours des dernières décennies qui rétablissent l'importance des femmes dans l'histoire – à la façon du rôle de Rosalind Franklin dans la découverte de la structure de l'ADN ou de celui des mathématiciennes de la NASA qui, comme Kathrin Johnson, vérifièrent par calculs les trajectoires des premières missions spatiales américaines ou des femmes qui programmèrent le premier ordinateur entièrement électronique – l'ENIAC.

> « Sans les femmes, il n'y aurait pas eu de résistance. Elles étaient organisatrices, éditrices, colporteuses, agentes de liaison. »

La mémoire des suffragettes polonaises a connu un sort comparable. Après le recouvrement de l'indépendance en 1918 et malgré le rôle qu'elles jouèrent dans ce processus, elles durent encore se battre pour faire reconnaître leur droit de vote, lequel leur fut finalement accordé au cours de cette même année. Cet épisode reste relativement méconnu en Pologne. Entre autres parce que le parti communiste aimait prétendre que le soviétisme avait été le pionnier de la bataille pour les droits des femmes, et non pas un héritier de la lutte indépendantiste de l'ancien régime. Les années 1990 et 2000 permirent pourtant de réinscrire les suffragettes dans le récit historique polonais, à la faveur de travaux tels que ceux d'Aneta Górnicka-Boratyńska (*Nous voulons tout de la vie, Devenons nous-mêmes – quatre projets d'émancipation* [*Chcemy całego życia, Stańmy się sobą – cztery projekty emancypacji*]).

Manifestation de Suffragettes polonaises à Cracovie, en 1911, à l'occasion de la Journée Internationale des femmes. Source : Wikimedia Commons.

Cette amnésie cyclique trouve sa source dans la non-linéarité de l'histoire du féminisme polonais. Les militantes d'opposition n'ont retenu de la lutte de leurs « grand-mères » que l'enjeu de l'indépendance, alors que celui-ci était, dans le chef de ces dernières, indissociablement lié au postulat d'égalité des sexes. Les revendications d'émancipation, reprises à son compte et à bas frais par le parti communiste, souffrirent de cette instrumentalisation et furent dès lors rejetées comme

des injonctions extérieures et moins cruciales.

Cependant, la lutte pour les droits des femmes refit surface au lendemain de la chute du communisme, lorsque les femmes furent amenées à payer le prix fort pour cette transition, à savoir la perte de leur droit à disposer de leur corps. Les hommes formant la majorité de la direction de Solidarność furent élus au parlement où ils votèrent une loi anti-avortement extrêmement restrictive conçue comme une concession à l'Église catholique pour le soutien qu'elle avait apporté aux opposants sous le communisme. Ce vote fut notamment rendu possible par le grand nombre de conservateurs qui avaient intégré la nouvelle classe politique. Rappelons tout de même que, de 1956 à 1993, les femmes polonaises bénéficiaient des droits reproductifs les plus progressistes d'Europe.

Mais revenons un moment à nos héroïnes.

**Les femmes de Solidarność**

Anna Walentynowicz, née dans une famille de paysans de Wołyń (désormais situé en Ukraine), a perdu ses parents très jeune. Elle n'avait achevé que quatre années d'école primaire, lorsqu'elle se trouva contrainte, à l'âge de douze ans, de travailler comme assistante agricole. Ayant fait l'expérience du fouet et de la faim, elle s'installa à Gdańsk, où, au terme d'une formation en soudure, elle trouva à s'employer auprès du chantier naval. Présentée d'abord par le régime communiste comme une héroïne du travail de la propagande stakhanoviste, elle commença à s'impliquer dans les activités de la Ligue des femmes et de la protection des droits des travailleurs. Après avoir découvert des pratiques de détournement de fonds, en 1968, elle fait l'objet d'une campagne de harcèlement de la part de sa direction. Une première tentative de la renvoyer est torpillée par ses collègues. Après la pacification brutale des grèves de la côte de 1976, elle rejoint l'opposition anticommuniste et participe à la fondation des syndicats libres. Les archives de l'Institut de la mémoire nationale indiquent qu'elle était sous la surveillance de pas moins d'une centaine d'agents et collaborateurs secrets des services de sécurité. Son licenciement en août 1980 fut le point de départ de la grève du chantier naval de Gdańsk. Elle fait partie des femmes incarcérées en 1981. En conflit avec Lech Walesa, elle ne sera pas élue à la direction de Solidarność. Elle mourut en 2010 dans la catastrophe aérienne de Smoleńsk.

Anna Walentynowicz et Lech Wałęsa, avec Romuald Kukołowicz lors d'une messe célébrée au chantier naval de Gdańsk en août 1980. Source : Wikimedia Commons.

C'est elle qui, avec Alina Pieńkowska, Ewa Ossowska et Henryka Krzywonos, parvint à convaincre les grévistes que ce serait une erreur historique de se satisfaire de la promesse des autorités du chantier naval leur payer une augmentation. Elles perçurent toutes les quatre que la poursuite de la grève avait un sens symbolique, celui d'une manifestation de soutien aux autres arrêts de travail déclarés dans les usines et entreprises des alentours, et que celui-ci dépassait désormais les simples questions d'amélioration du bien-être des ouvriers du chantier naval. Sans leur réaction rapide, les grandes grèves d'août 1980 auraient, selon toute probabilité, pris fin au bout de trois jours et

n'auraient pas accouché du gigantesque mouvement social que fut le syndicat indépendant Solidarność.

D'autres visage du mouvement furent Magdalena Modzelewska et Bożena Rybicka, qui conduisirent des prières pour plusieurs milliers de personnes à la porte du chantier naval lors de la grève.

L'héroïne de Solidarność possiblement la mieux oubliée fut Janina Kończak. En 1981, les magasins de Pologne manquaient d'à peu près tout : produits alimentaires de base comme produits d'hygiène personnelle. Dans de nombreuses villes, les femmes décidèrent d'organiser des marches de la faim. En tant que coordinatrice du comité de grève de la grande usine Stomil de Łódź, Janina Kończak défila en tête du cortège. La marche attira 50.000 femmes qui protestèrent avec leurs enfants contre les conditions drastiques d'accès à la nourriture. Une centaine de journalistes du monde entier couvrirent l'événement. Et bien qu'il ait s'agit de la plus grande manifestation que connut la Pologne communiste, celle-ci ne s'est guère imprimée dans la mémoire collective, elle n'a été remémorée dans les médias que très récemment, à la faveur des efforts de diverses organisations de femmes de Łódź (Fundacja Łódzki Szlak Kobiet). Kończak fut incarcérée pendant la loi martiale et ses trois enfants envoyés dans un orphelinat pour toute la durée de sa peine. Une fois libérée, en 1982, elle fuit pour la France. Dans le même temps, les femmes des usines textiles de Żyrardów organisèrent une grève qui dura trois semaines. Bien que l'essentiel des grévistes aient été des femmes, elles étaient représentées par des hommes. Dans l'industrie du lin dont 80 pour cent des salarié.e.s étaient des femmes, sur les 38 personnes qui formaient le comité Solidarność, elles n'étaient que 11. L'encyclopédie de Solidarność ne mentionne d'ailleurs nulle part le rôle que jouèrent ces femmes dans l'entrée qu'il consacre à cet événement.

> En 1981, la marche de Łódź attira 50.000 femmes qui protestèrent avec leurs enfants contre les conditions drastiques d'accès à la nourriture.

Après l'arrestation de la direction de Solidarność, le 13 décembre 1981, il ne fallut pas plus de deux jours à sept femmes parvenues à esquiver leurs arrestations pour décider qu'il leur revenait désormais d'assurer au mouvement d'opposition une forme de continuité. C'est ainsi que Helena Łuczywo, Joanna Szczęsna, Anna Dodziuk, Ewa Kulik, Zofia Bydlinska, Małgorzata Pawlicka et Anna Bikont fondèrent le « Groupe Opérationnel Feminin ». Elles entreprirent immédiatement de restaurer les structures vitales du syndicat délégalisé et de retisser un réseau de contacts à même de faire vivre ces dernières, le tout dans un contexte de loi martiale rythmé par les couvre-feux, la surveillance incessante et les arrestations régulières.

Le bulletin d'information de Solidarność – devenu plus tard l'Hebodmadaire Mazovie [Tygodnik Mazowsze] – permit à tous les rescapés du grand coup de filet de décembre 1981 de se retrouver et de se compter, de même qu'il servit à informer les Polonais.es. de l'évolution de la situation des

détenu.e.s politiques et de diffuser la voix des dirigeants de Solidarność qui continuaient de se cacher dans la clandestinité. Collecter et diffuser des informations ne semble plus guère difficile à l'ère d'Internet, il est pourtant indéniable que c'est une condition nécessaire à l'essor de tout mouvement social. Imagine-t-on que l'on n'aurait jamais entendu parler du Printemps arabe ou, plus récemment, des manifestations au Bélarus sans réseaux sociaux ? Dans les années 1980, c'est l'Hebdomadaire Mazovie qui s'efforçait de remplir cette fonction et les femmes constituèrent l'épine dorsale de ses comités de rédaction successif.

L'Hebdomadaire Mazovie – un bulletin d'information de quatre pages de format A4 où s'entassaient, en police miniature, les contenus de vingt-deux pages dactylographiées – devint la voix de Solidarność. Sa publication se poursuivit, sans interruption, jusqu'en 1989. Or, il n'était le fruit du travail que de sept femmes, rejointes plus tard par quelques hommes, qui s'y consacraient sans sommeil ni repos, changeant de lieu de résidence tous les quelques jours. À une époque où le papier était une denrée rare et l'impression encore tributaire de méthodes primitives, cet hebdomadaire était publié et distribué à 80.000 exemplaires. La distribution de ces copies impliquait de coordonner, chaque semaine, des milliers de personnes, ce qui s'avéra crucial dans la reconstitution et la reconsolidation des réseaux d'opposition.

Beaucoup des femmes qui composaient le comité de rédaction de l'hebdomadaire jouèrent un rôle important dans la Pologne indépendante. En 1989, Helena Łuczywo participa aux discussions de la table ronde portant au sein de la commission des médias. La même année, elle devint co-fondatrice et rédactrice en chef adjointe de Gazeta Wyborcza, le plus important des quotidiens polonais à l'heure actuelle. Joanna Szczęsna et Anna Bikont sont, entre autres choses, les auteures de livres de référence sur les relations polono-juives ou les relations des écrivains polonais au parti communiste.

Avant l'imposition de la loi martiale et parce qu'elle parlait anglais, Ewa Kulik répondait au téléphone de Jacek Kuroń, lequel faisait alors office d'agence de presse internationale clandestine. Après que l'armée eut fait irruption dans les rues, elle prit en charge de veiller à la sécurité des syndicalistes en cavale dans la région de Mazovie, orchestrant pour eux tout un réseau de planques chez des proches, des sympathisants ou dans des appartements temporairement vides. C'est elle qui se chargeait en outre de faire circuler l'information entre les structures régionales du syndicat Solidarność et les usines et lieux de travail où se recrutaient ses adeptes, d'y organiser des réunions d'activistes secrètes et de coordonner le travail de ces structures clandestines. Dans la pratique, tout cela impliquait de gérer jusqu'à 300 appartements pour les militant.e.s qui y vivaient, se rencontraient ou y éditaient l'Hebdomadaire Mazovie. Après 1989, elle fut nommée présidente d'un important centre de promotion de la société civile, la Fondation Batory.

Aucune des sept ne jouera cependant de rôle actif dans la politique post-1989. L'une des rares à franchir ce plafond de verre fut Barbara Labuda, cofondatrice des structures clandestines de Solidarność de Wrocław.

**Herstories**

L'étude de l'histoire des femmes (herstory) présente aussi l'avantage de révéler une autre facette du mouvement clandestin. Leurs histoires sont pleines de détails de la vie quotidienne : s'occuper des enfants, les confier à leurs parents ou ami.e.s ou, comme dans le cas de Janina Kończak, devoir endurer de les savoir placés en institution, subvenir aux problèmes de logement, préparer les sandwichs de la prochaine réunion ou dissimuler des samizdats sous un postiche de ventre ou dans un landau. Danuta Wałęsa, l'épouse de Lech, mentionne par exemple dans sa biographie *Les rêves et les secrets* que, le 13 décembre, alors qu'elle était enceinte d'une grossesse a risque, elle se rendit au chantier naval de Gdańsk, car c'était «son devoir»[2].

Les femmes étaient également en première ligne pour l'exécution des tâches invisibles au sein du mouvement, lesquelles n'en constituaient pas moins un rouage essentiel de la machine d'opposition : entretenir un réseau de communication, faire la liaison entre les travailleurs et l'intelligentsia en leur apportant du soutien familial, préparer des colis alimentaires, prendre en charge des enfants, apporter du soutien émotionnel ou orchestrer l'hébergement des activistes recherché.e.s. Aujourd'hui, on dirait d'elles qu'elles assumèrent la charge mentale de l'opposition. Cette sous-estimation de la quantité ou de l'importance d'un travail a désormais été bien identifié dans d'autres sphères, comme par exemple dans le secteur de la santé ou de l'aide aux personnes.

Par ailleurs, et paradoxalement, ces femmes furent d'autant mieux oubliées qu'elles avaient excellé à ne rien laisser savoir de leurs activités clandestines. Brûler ses notes, effacer ses traces, se draper d'anonymat et se diluer dans le collectif étaient autant de prudences indispensables à la sauvegarde de leur secret, mais elles s'y appliquèrent si bien qu'elles se retrouvèrent démunies de preuves lorsque vint le moment de revendiquer activement leur rôle dans l'histoire et de faire valoir que leur discrétion n'avait été qu'un paravent à leur activisme.

> Aujourd'hui, on dirait de ces femmes qu'elles assumèrent la charge mentale de l'opposition.

Les grandes manifestation et grèves de la faim de 1981 furent initiées par des femmes, car après leurs huit heures de travail, elles étaient encore obligées, pour nourrir leur famille, de patienter dans des queues interminables ou de s'encourir à l'autre bout de la ville vérifier l'exactitude d'une rumeur de réapprovisionnement d'un magasin. La révolte des femmes était donc étroitement liée à leur rôle social. Dans leur cas, et bien qu'il concernât une situation très différente de celle du féminisme de la seconde vague, le slogan selon lequel le privé est politique prenait tout son sens. Dans le modèle familial traditionnel qui régnait alors en Pologne, il incombait aux femmes de s'enquérir de la nourriture de toute la famille. Il était d'ailleurs caractéristique que la grève des femmes ait dû être rotative : les travailleuses, même en grève, devaient continuer de s'occuper de leurs enfants, ne pouvant compter sur un soutien de leurs époux comparable à celui qu'elles leur avaient apporté pendant leurs arrêts de travail.

Parmi les 21 postulats de Solidarité, ceux qui concernent directement les femmes ont trait à leur position de mère et de soignante. Solidarność exigea des autorités qu'elles prévoient un nombre suffisant de places dans les crèches et les écoles maternelles pour les enfants des femmes qui travaillent, d'introduire un congé de maternité payé de trois ans pour l'éducation d'un enfant et d'abaisser l'âge de la retraite à 55 ans pour les femmes, et à 60 ans pour les hommes.

Les postulats d'introduction d'un congé de maternité payé de trois ans ou d'abaissement de l'âge de la retraite pourraient, à l'aune des politiques sociales modernes, être perçus comme reproducteurs de certaines inégalités entre les sexes. Il ne faut néanmoins pas oublier l'énorme fardeau qui pesait alors sur les ouvrières qui étaient pour la plupart employées dans des usines textiles, s'occupaient presque exclusivement des enfants, des tâches ménagères et, surtout, de la recherche de plus en plus difficile des produits d'alimentation et d'hygiène.

Grève au chantier naval de Gdansk, 1980. Source : Wikimedia Commons.

Cela n'allait évidemment pas sans conflits moraux. Lorsque par exemple Ewa Kondratowicz, journaliste et auteure d'un livre d'entretiens avec des militantes de l'opposition (*Rouge à lèvres sur la banderole, femmes de Solidarność 1980-89*), fait part à l'une de ses interlocutrices de son admiration pour son courage, elle s'entend répondre qu'elle n'a pas été moins méritante pendant la période d'imposition de la loi martiale, et pourtant Ewa Kondratowicz a passé celle-ci à la maison à s'occuper de ses enfants et à s'efforcer de leur assurer confort et sécurité. C'est que pour être militante – et c'est un truisme qui traverse les époques – il faut disposer de temps libre, or les hommes semblent s'en être arrogé une plus généreuse portion que les femmes[3].

L'histoire des femmes est aussi l' histoire de leur solidarité et des liens qu'elles tissèrent, un peu à la façon du groupe opérationnel féminin qui préfère d'abord se définir comme un collectif plutôt que comme une somme d'individualités. Comme le remarque Marta Dzido, auteure du film *Les femmes de Solidarność*, lorsque ses interlocutrices disent : « Nous l'avons fait ensemble », Wałęsa affirme : « J'ai renversé le communisme« .

Herstory se distingue aussi en ce qu'elle couvre des événements moins spectaculaires que les manifestations. Agnieszka Graff décrit par exemple comment les heurts avec la milice (ZOMO) jouaient un rôle de rite de passage symbolique pour ses collègues de l'opposition[4]. La préparation de colis alimentaires ou le travail quotidien d'élaboration de l'Hebdomadaire Mazovie ne capturaient pas autant l'imagination que les hommes haranguant les foules lors des rassemblements de grévistes ou les militants faisant front aux forces de l'ordre. Le caractère spectaculaire de ces gestes l'emporte, dans la mémoire, sur la banalité un peu fade de la logistique.

> Dans les années 1980, le service de sécurité recherchait le mystérieux et fictif coordinateur de

## l'Hebdomadaire Mazovie, car il ne concevait pas qu'il ait pu être fondé par des femmes.

Finalement, cette révision du récit historique nous éclaire sur le fonctionnement du patriarcat. L'Hebdomadaire Mazovie publiait les tribunes des hommes alors que ses rédactrices restaient anonymes. Il y allait naturellement d'une question de sécurité pour ces chevilles ouvrières du journal, une autre raison moins avouable en était que, dans une société patriarcale, la voix des hommes jouit de plus d'écoute. Rappelons-nous de Danuta Winiarska et de son commandant fantôme. Il s'agissait de faire preuve d'un doigté particulier, prétendre se contenter de pallier aux absences pour ne pas égratigner la fierté masculine. Le parti communiste pensait lui aussi que Solidarność était un mouvement essentiellement masculin. C'est pourquoi, dans les années 1980, le service de sécurité recherchait le mystérieux coordinateur de l'Hebdomadaire Mazovie, car il ne concevait pas qu'il ait pu être fondé par des femmes. Paradoxalement, l'efficace de leur travail clandestin tint donc au stéréotype sexiste qui voulait qu'une femme ne put exercer une fonction cadre.

**La disparition**

La disparition des femmes de l'histoire de Solidarność fut très rapide. Les postulats d'août portaient encore la signature de trois femmes, Alina Pieńkowska, Henryka Krzywonos et Anna Walentynowicz, mais aucune d'elles ne fut invitée à rejoindre les structures régionales et nationales du syndicat. Lorsque le mouvement fut officialisé, que sa hiérarchie se définit et que s'engagèrent les premières luttes pour le pouvoir, les femmes n'y prirent pas part, soit qu'elles ne l'aient pas voulu, soit qu'elles en aient été brutalement expulsées. Il faut reconnaître que l'activisme n'est attrayant que lorsque les sacrifices qu'il exige sont compensées par une certaine reconnaissance sociale, or celle-ci manquait cruellement à leur travail fastidieux au sein de l'opposition. Les femmes disparurent donc de l'entourage de Lech Wałęsa qui n'était désormais plus accompagné que d'une femme symbolique, la Vierge Marie, toujours fourrée dans la pochette de son costume. Lors du premier Congrès de Solidarność de 1981, les femmes ne constituaient que 7% des délégué.e.s, et encore moins des élue.e.s dans le comités exécutifs (sur les 82 membres du comité national, on ne retrouve qu'une seule femme).

Conséquence de la « purge » de ces femmes qui étaient jugées tantôt illégitimes à représenter des hommes, tantôt menaçantes pour leur pouvoir, seules deux femmes participèrent à la table ronde de 1989 : Grażyna Staniszewska pour l'opposition et prof. Anna Przecławska pour le gouvernement. Ewa Kulik ou Barbara Labuda, bien qu'elles aient siégé dans les comités exécutifs régionaux, en avaient été écartées.

Les premières élections semi démocratiques de 1989 virent 13,5% d'élues entrer à la Diète et 7% au Sénat dont tous les sièges étaient pourtant soumis aux suffrages – à la différence de la chambre basse où seule la moitié des sièges était en jeu – ce qui permit à l'opposition d'en remporter la quasi-

totalité.

**Trahison**

Au lendemain de la chute du régime, les droits des femmes et l'égalité des genres ne s'imposèrent pas comme des questions d'importance. Il est vrai qu'à aucun moment ces derniers n'avaient été jugés pertinents ou stratégiques par la dissidence, tant par celle issue du mouvement ouvrier que par celle se recrutant au sein de l'intelligentsia. L'injonction « pas maintenant, plus tard », reprise en chœur par les politiciens, servit largement à définir la hiérarchie des priorités. En cela, la phrase que l'on dit avoir été peinte à la hâte sur les murs du chantier naval de Gdańsk « *Femmes, ne nous dérangez pas, nous combattons pour la Pologne* », même si elle s'avéra plus tard relever de la légende, résume avec justesse le rôle et la place que l'on réservait aux postulats des femmes. On vit ainsi se mettre en place un contrat tacite entre les genres, supposant la primordialité des attentes masculines, lequel percola à travers la culture syndicale polonaise (ce contrat a été longuement analysée par Sławomira Walczewska dans son livre *Les dames, les chevaliers et les féministes***[5]**). Et pourtant les droits des femmes devaient rapidement revenir sur le devant de la scène, non pas pour avoir été revendiqués par celles qui avaient tout à y gagner mais pour avoir été retenus comme l'offrande qui scellerait le plus intimement un pacte d'alliance entre le trône et l'autel.

> Les femmes disparurent de l'entourage de Lech Wałęsa qui n'était désormais plus accompagné que d'une femme symbolique, la Vierge Marie, toujours fourrée dans la pochette de son costume.

En septembre 1989 Małgorzata Tarasiewicz, sollicitée par l'exécutif de Solidarność, créa le Comité des femmes au sein du syndicat, celui-ci fut néanmoins très rapidement dissout. Le clou dans le cercueil du comité fut le conflit qui émergea autour du droit à l'avortement. Le Comité national de Solidarność adopta une résolution soutenant l'interdiction de l'avortement alors que le Comité des femmes dénonça virulemment cette dernière et mena une étude d'opinion auprès des employé.e.s qui révéla que 80 à 90% des syndiqué.e.s soutenaient le droit à l'avortement dans ses formes en vigueur. Le Comité des femmes fut démantelée en 1991.

L'Église catholique ne fut pas longue à formuler ses attentes de récompense, tant symbolique que concrète, pour ses années de soutien à l'opposition. Or, l'un des dédommagements qu'elle réclama très tôt fut le recul du droit des femmes. La première Diète élue se déclara prête à brader le droit des femmes et déposa une proposition de loi allant en ce sens : une interdiction presque totale de l'avortement et des sanctions allant jusqu'à deux années de prison pour toute femme ou médecin condamné à s'y être livré. Cette proposition de loi fut le déclencheur de plusieurs années de confrontations sur le sujet et d'une lente érosion de l'accès à l'avortement, réduit progressivement

selon la méthode des petits pas. Celle-ci prit la forme de l'introduction d'une clause de conscience et d'un code d'éthique médicale réclamé par la communauté des médecins.

Le langage et les attitudes des acteurs sociaux à l'égard de l'avortement se polarisèrent au fil de ce débat. En 1992 et malgré la collecte de près de 2 millions de signatures au bas d'une pétition réclamant la tenue d'un référendum sur l'avortement, cet appel à la consultation civique fut ignoré. La meneuse du mouvement contre la restriction de l'accès à l'avortement ne fut autre que Barbara Labuda, l'ancienne organisatrice des structures silésiennes de Solidarnosc. Le 7 janvier 1993, le parlement adopta finalement une loi anti-avortement très stricte qui ne l'autorisait qu'à trois conditions : que le fœtus soit le résultat d'un viol ou d'un inceste, que son développement menace la vie ou la santé de la mère ou qu'il soit porteur d'une dégénérescence grave. La loi fut votée malgré l'adhésion large de la société aux solutions existantes.

Le combat pour le maintien du droit à l'avortement sonna le signal d'alarme pour les dissidentes et de nombreuses femmes auparavant moins impliquées dans l'opposition. On assista alors, au tournant de 1992, à la création d'importantes organisations de femmes, à commencer par une Fédération en faveur du planning familial.

> L'absence la plus totale de plans de protection sociale pour les femmes de l'industrie poussa des familles entières, des quartiers et des villes comme Łódź ou Żyrardów, dans la pauvreté extrême tandis que les familles de mineurs bénéficiaient d'aides d'état.

L'avortement n'est qu'une illustration parmi d'autres des négligences dont se rendit coupable la jeune démocratie polonaise en cette période de transformation, portée par un débat public dont avaient été expurgées les perspectives féministe et intersectionnelle.  La liquidation des crèches et des écoles maternelles auprès des entreprises privatisées sans que l'État n'en propose d'alternatives en est une autre, de même que le traitement différenciée réservé aux secteurs « féminisés » de l'économie, à la façon les industries légère ou textile complètement abandonnées à leur sort alors que l'Était subsidiait un vaste plan de modernisation des secteur sidérurgiques ou des mines de charbon afin de les rendre viables dans une économie désormais ouverte à la concurrence. Au surplus tout cela se déroulait dans l'absence la plus totale de plans de protection sociale pour les femmes qui y travaillaient, poussant des familles entières, des quartiers et des villes comme Łódź ou Żyrardów, dans la pauvreté extrême tandis que les familles de mineurs bénéficiaient d'aides d'état.

Finalement, l'avortement allait déclencher la plus grande manifestation de la Pologne libre. Lorsqu'en 2016 la Diète accepta de débattre du projet d'initiative législative « Stop à l'avortement » qui prévoyait l'élimination des trois dernières exceptions inscrites dans la loi de 1993, les femmes inondèrent les rues de Pologne au cours de ce qui se fit connaître comme une « manif noire ». Ce nouvel activisme était désormais pleinement féministe et bien que, dans l'histoire cyclique de la Pologne, il ait à nouveau été lié à une lutte pour l'indépendance, celle du système judiciaire cette fois, les droits des femmes émergèrent enfin au premier plan.

Manifestation pour protester contre le projet de loi anti-avortement, en 2018 à Cracovie.
Source : Wikimedia Commons.

Cette prise de conscience de l'intersectionnalité de la lutte pour la défense de la démocratie et de la protection des droits des femmes, couplée à la reprise des revendications féministes par un grand nombre des Polonaises, s'avère très encourageante pour l'avenir. Cette génération de femmes, si elle parvient à raviver le souvenir des luttes de ses arrière-grands-mères, grands-mères et mères, pourrait être la première génération à voir ses revendications enfin garnir les bannières des préoccupations prioritaires.

Katarzyna Szkuta

**Postscriptum :** Il y a quelques jours, 77 anciennes figures féminines de premier plan du mouvement de Solidarność ont signé une carte blanche dans laquelle elles dénonçaient les violences policières récentes et la mobilisation de l'appareil d'État à la seule fin de persécuter des activistes LGTBQ. Elles font observer que les méthodes déployées aujourd'hui sont les mêmes que celles auxquelles recourait le pouvoir autoritaire à l'égard des dissident.e.s hier. C'est donc assez naturellement qu'elles en appellent à un sursaut de mémoire de leurs anciens collègues d'opposition désormais en poste au sein du gouvernement .

*Ce texte n'aurait pas pu voir le jour sans les travaux cruciaux de l'historienne américaine Shana Penn sur les femmes du mouvement Solidarność (La clandestinité des femmes [Podziemie kobiet], 2003 et Le secret de Solidarność. Les femmes qui ont vaincu le communisme [Sekret Solidarności. Kobiety, które pokonały komunizm] w Polsce, 2014), ni le film et l'enquête quasi policière de Marta Dzido, Solidarność selon les femmes. Fait intéressant, l'un des derniers ouvrages importants sur la transformation polonaise est le travail anthropologique d'une autre Américaine, En privatisant la Pologne d' Elisabeth Dunn, qui y démontre l'importance de porter son regard plus loin pour ne pas perdre de vue les détails de l'histoire qui se construise.*

[1] https://dsh.waw.pl/3383-niepokorne-19761989,wys

[2] D. Wałęsa, Marzenia i tajemnice, Wydawnictwo Literackie, 2011.

[3] E. Kondratowicz, *Szminka na sztandarze. Kobiety Solidarności 1980-89*, 2001.

[4] Agnieszka Graff, *Patriarchat po Seksmisji*, en: *Świat bez kobiet: Płeć z polskim życiu publicznym*, 2001.

[5] S. Walczewska, *Damy, rycerze i feministki. Kobiecy dyskurs emancypacyjny w Polsce*, eFKa, Kraków 1999.